

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes
24 au 30 juin 1999

10 FF
65 FB

Après la mascarade électorale européenne Les élus changent, la misère reste

LA MACHINE MÉDIATIQUE EN A terminé rapidement avec les élections européennes et préfère se focaliser sur les derniers avatars du dopage sportif ou au coca cola. Mais après tout au vu du taux d'abstention (53%) auquel il faut ajouter les votes blancs ou nuls (6%) les journalistes ont préféré tourner la page assez vite. Trop vite peut-être pour ne pas y déceler une volonté de minimiser un fait politique majeur, à savoir qu'aucune liste n'a une réelle crédibilité pouvant s'appuyer sur une représentativité électorale quelque peu sérieuse. Ce qui n'arrange pas les affaires de la cinquième république déjà plutôt mal en point ni celles de l'Union Européenne puisque l'abstentionnisme n'a pas de frontière.

Plus personne n'attend rien des élections!

Bien entendu les têtes de listes y sont allées de leur petit commentaire sur le phénomène qui serait dû selon eux, à un manque de compréhension des enjeux européens, à la guerre au Kosovo, au poulet à la dioxine, etc. Autant d'arguments qui ne sont pas mauvais en soi mais déconnectés du fait que l'abstention et le vote blanc sont en constante augmentation depuis longtemps. L'événement cette fois-ci est que les abstentionnistes sont devenus majoritaires, très largement majoritaires.

Comment expliquer ce fait politique sans tomber dans un défaitisme qui voudrait que plus personne ne s'intéresse à rien, que les gens se foutent de tout et que la chose est irréversible. Autant de discours débasés qui ne rendent pas très bien compte de la réalité puisque l'investissement social des individus se fait plutôt au sein d'associations à dimension locale et ayant fortement à voir avec la chose publique (transport, environnement, éducation,...) et l'entraide internationale. Pour notre part il ne s'agit pas de se satisfaire de ce non vote massif et d'y voir une légitimation de notre abstentionnisme militant.

Tout d'abord et c'est un fait quelque peu nouveau, notre organisation n'a pas



lancé de campagne d'appel à l'abstention par tracts, affiches et débats. Seule une brochure a été éditée rappelant nos critiques à propos de la délégation de pouvoir tout en insistant longuement sur notre conception du vote qui selon nous doit s'appliquer à tous les aspects de la vie politique, économique et sociale, sur la base de mandats impératifs, etc. Ce n'est certainement pas tout à fait le fruit du hasard s'il y a cette évolution dans notre intervention.

C'est que nous comprenons bien que l'opinion du plus grand nombre est faite sur les élections sur une idée très simple: les élections ça ne sert à rien!

Et maintenant on fait quoi?

Reste qu'à partir de là nous ne sommes guère plus avancés puisqu'en toute logique la question qui suit s'impose d'elle-même: et maintenant on fait quoi?

La réponse ne pouvant se résumer à quelques slogans du type auto-organisation, gestion directe et fédéralisme libertaire, chacun d'entre nous reste le

chacun d'entre nous reste le

chacun d'entre nous reste le

Être une force de proposition et de lutte!

Et lorsque les processus autoritaires de gestion et de structurations sociétales ne font plus

Hors série du Monde
libertaire en kiosque
le 1^{er} juillet

jeudi 9 septembre :
reprise du Monde
libertaire hebdomadaire

EDITORIAL

Au Kosovo, c'est la foire d'empoigne entre la KFOR, la Russie et l'UCK pour la domination de la région. Les centaines de milliers de réfugiés kosovars puis serbes, se voient contraints une fois de plus de subir des luttes de pouvoir qui se préoccupent peu de leur sort.

Parqués dans des camps le plus souvent insalubres, manquant de tout, le retrait des troupes serbes donne aux Kosovars l'espoir de retrouver tout ce qu'ils ont perdu. Pourtant beaucoup vont devoir déchanter, ne retrouvant finalement que des ruines, des charniers et des terrains minés. Quels que soient leurs dirigeants, ils resteront meurtris par les atrocités subies. Les destructions massives des infrastructures économiques ne peuvent qu'engendrer une misère durable tant au Kosovo qu'en Serbie. Pour eux, la guerre n'est pas finie.

Face à cette situation, le cynisme de nos dirigeants est sans borne. Ils se soucient essentiellement des nouveaux marchés à conquérir, se disputant le bout de gras pour pouvoir ensuite se prévaloir d'une épisodique relance économique bâtie sur la souffrance des peuples. Ils vont même se payer le luxe d'un show humanitaire, annonçant à grand renfort de médias l'arrivée des ONG sur le terrain. Ce sont pourtant les mêmes qui refusaient et refusent encore l'ouverture des frontières aux réfugiés. Alors qu'ils n'ont accepté d'accueillir que 2000 Kosovars en France et 500 aux États-Unis, ce sont 600 000 réfugiés qui ont dû s'entasser en Albanie ou en Macédoine.

En organisant des camps dans les pays les plus pauvres de la région, ils n'ont fait que créer les conditions de nouvelles tensions. D'autres conflits risquent ainsi de se produire, en Macédoine ou au Monténégro, là où les indépendantistes commencent à hausser le ton.

Si les populations ont été les principales victimes du conflit, elles devront également subir le plan de partition de l'OTAN, qui s'est fait sans qu'on leur demande leur avis. Face à cette réalité, ceux qui semblaient vouloir se contenter de l'arrêt des bombardements sont aujourd'hui dépourvus de perspectives.

Pour les anarchistes qui refusent tous les pouvoirs et les nationalismes, la construction de liens de solidarité entre les peuples et l'ouverture des frontières restent des objectifs actuels, les seuls qui laissent aux individus la possibilité de sortir du cycle infernal des guerres.

ISSN 0026-9433 - N° 1170

M 2137 - 1170 - 10,00 F



Le bogue informatique de l'an 2000: le comble de l'imprévoyance

POUR LA PETITE HISTOIRE: LE mot « bogue » est la traduction phonétique du mot anglais « bug », signifiant « cafard ». Un jour des années cinquante, un ordinateur américain commença à présenter des signes de faiblesses de manière aléatoire. Après plusieurs semaines de recherche de dysfonctionnements dans les programmes, les techniciens s'étaient aperçus que les pannes étaient en fait dues à la présence derrière l'ordinateur de cafards qui provoquaient des courts-circuits, causant le mauvais fonctionnement de l'ordinateur. Depuis, on nomme « bug » tout fonctionnement anormal d'un programme informatique.

De quoi s'agit-il?

Depuis deux ans, la presse spécialisée dans l'informatique, puis généraliste, fait ses gros titres du « bogue » de l'an 2000. Les informaticiens qui se sont succédés depuis les années soixante ont omis de mentionner les dates avec le siècle, afin d'économiser de la place en mémoire informatique. Ces dates sont présentes partout dans les fichiers de données ou dans les programmes. Prenons un exemple: dans de nombreux fichiers, le 25 juin 1999 est codé 25/06/99 au lieu de 25/06/1999. Quand on changera de siècle, si rien ne change, le 3 janvier 2000 sera codé

03/01/00 au lieu de 03/01/2000. Cela va causer une rupture dans la chronologie. Pour nous, le 3 janvier 2000 arrivera après le 25 mai 1999. L'ordinateur confondra le 3 janvier 2000 avec le 3 janvier 1900 et déclarera donc le 3 janvier 2000 antérieur au 25 mai 1999. Or, dans les programmes informatiques, les comparaisons entre dates sont courantes: du fait de ce « bug », les programmes et les systèmes informatiques vont sacrément déconner. Comme l'informatique est omniprésente dans notre vie quotidienne, de sérieux incidents sont à prévoir ou à craindre.

À l'époque, les responsables informatiques faisaient le pari d'une disparition prochaine de ces programmes et d'une émergence de nouvelles technologies qui évacueraient le problème. Or, les technologies nouvelles ont elles-mêmes reproduit le problème et c'est ainsi que des micro-ordinateurs récents ou les logiciels qui les équipent ne sont pas sûrs de passer l'an 2000. Pour l'instant, des légions d'informaticiennes et informaticiens se penchent sur le « bug ». Le bogue est un phénomène mondial: seuls les entreprises et les États les plus riches travaillent sérieusement sur le problème. Restent à l'écart les États sans grandes ressources financières, la Russie, les pays d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique latine. Sont aussi en retard de nombreuses petites entreprises (PME/PMI), dont la comptabilité et la

gestion sont informatisées, si ce n'est l'ensemble de la production. Le « bug » doit être traité au niveau des programmes de l'entreprise, de l'administration ou de la banque, mais aussi dans les interconnexions entre ces entités: « plusieurs entreprises en relation peuvent être prêtes chacune de leur côté, et l'ensemble ne pas être prêt. Dans un réseau de relations, il suffit qu'il y ait une victime du bug pour que, de proche en proche, tout l'ensemble soit pollué. C'est ce qu'on appelle l'effet domino » (1).

Gag ou catastrophe?

Les effets possibles du « bug » (du gag à la catastrophe) ont été largement décrits dans les journaux. Certaines entreprises, vendant des ordinateurs, des logiciels ou des services informatiques, ont intérêt à dramatiser les incidences possibles pour vendre leurs services le plus cher possible. D'autres ont plutôt intérêt à sous-estimer les effets du « bug » qui pourraient faire fuir leurs clients. Du coup, il faut être prudent sur les effets du « bug ». Néanmoins, on parle notamment de risques au niveau des approvisionnements en eau, en électricité, en argent liquide, en denrées alimentaires. Selon la FAO (organisation des nations unies pour l'agriculture et l'alimentation), le « bug » de l'an 2000 menacerait la production agricole et les systèmes d'approvisionnement alimentaire au niveau mondial (2).

On parle aussi de risques au niveau du dérèglement des systèmes de signalisation routiers, ferroviaires ou aériens, au niveau d'usines sensibles (chimie, électricité, télécommunications), de systèmes d'information financière (vers un nouveau crash boursier) et surtout de systèmes d'armements, dont les militaires pourraient perdre la maîtrise: pour ces derniers, la guerre en ex-Yougoslavie tombe à pic, car elle permet de détruire des stocks d'armements qui seraient bon pour la ferraille dans quelques mois (3).

La réponse des États: la militarisation

Il existe un danger réel dû à la non-maîtrise technologique: danger pour la sécurité des personnes, mais aussi pour la cohérence du système. En plus du problème technique lui-même, il est possible que les comportements des personnes changent (sur-stockage de denrées alimentaires, retraits bancaires en forte hausse, razzia sur les carburants, etc) renforçant la possibilité de pénuries. C'est la raison pour laquelle les États les plus puissants du monde (le G8) mettent en place des mesures rigoureuses pour affronter l'an 2000 informatique. Il s'agit dans un premier temps d'informer les entreprises sur les risques encourus en cas de défaillance

des systèmes informatiques: En France, le ministère des finances vient d'investir dans une campagne télévisée au coût de 100 millions de francs. Des mesures de type répressif sont prévues vis-à-vis des entreprises qui ne feraient pas l'effort d'adapter leur informatique (fermeture de sites industriels, actions pénales, etc). Ensuite, des mesures sont prises par les préfets pour déjouer les crises consécutives à des dysfonctionnements de programmes. « Dans tous les pays industrialisés, les services de sécurité se préparent au passage à l'an 2000 comme à une guerre civile... En France, tous les personnels de sécurité et de défense civiles se préparent à la mobilisation générale. Pourquoi autant d'agitation? Parce que le bogue arrive au moment où, festivités de changement de millénaires, des millions de personnes seront dans la rue: foules excitées + incidents technologiques = cocktail explosif... » (4). Évidemment, le plan Vigipirate sera à son niveau maxi-

miques, scandales de l'amiante ou du sang contaminé, etc). Mais il est clair que c'est la recherche effrénée de profit et de pouvoir, mais aussi le scientisme qui sont à la base de ces catastrophes.

Il en est ainsi pour le « bug » de l'an 2000. Tout comme la nocivité de l'amiante était connue depuis le début du siècle, les « responsables » informatiques savaient depuis plusieurs décennies que de nombreux systèmes ou programmes informatiques n'étaient pas conçus pour passer l'an 2000. À l'époque (années 70 et 80), traiter ce problème coûtait cher aux sociétés informatiques et ne leur rapportait pas un centime: en laissant trainer le problème, elles s'ouvraient un marché fabuleux qui consiste, soit à traiter les machines et les programmes « bogués », soit à vendre de nouveaux matériels et logiciels passant l'an 2000. De fait, le secteur informatique est aujourd'hui économiquement en bonne santé. Les informaticiens expérimentés sont très

LE BELIARG DE L'AN 2000



mal en cette fin d'année 1999, le pouvoir prétextant une recrudescence d'attentats devenus possibles en raison de faiblesses dans les mailles du réseau de contrôle social, notamment aux frontières.

Le bug de l'an 2000: un problème politique

On le voit, toute question apparemment technique rentre dans l'ordre du politique et aussi du symbolique. On sait les dégâts (psychoses collectives, suicides) causés par les fantasmes millénaristes autour de l'an 1000. De mêmes formes de délire apparaissent en cette fin de XXe siècle avec la résurgence du phénomène sectaire. Mais aujourd'hui, le millénarisme prend aussi la forme modernisée de peurs technologiques, dont le « bug » est devenu le symbole.

Au demeurant, ces craintes ne sont pas sans fondements, notamment à propos de la pollution atmosphérique, de l'utilisation de la fission nucléaire, de la banalisation des substances chimiques ou de la multiplication des manipulations génétiques. Lors de ces dernières décennies, des catastrophes se sont produites, dont la plupart auraient pu être évitées, y compris dans le cadre de cette société (accidents nucléaires ou chi-

demandés: le *turn-over* est très élevé (autour de 20% de démissions par an et par société). Par contre, si les salaires sont à la hausse, les conditions de travail sont relativement dures, les plannings étant de plus en plus serrés (le délai de l'an 2000 étant impératif pour celles et ceux qui travaillent sur le « bug »). Et il se trouve des syndicalistes responsables (CFDT, CGC) pour signer, au nom du moindre mal, des accords permettant au patronat de nous infliger des horaires spéciaux entre le 1er décembre 1999 et le 31 mars 2000 (quant aux 35 heures hebdomadaires, faut pas y penser!).

Parce que nous sommes rationalistes et que nous pensons que c'est en agissant sur les réflexions collectives que nous arriverons à changer les sociétés, nous n'avons rien à attendre des effets plus ou moins catastrophiques de l'an 2000 informatique. Néanmoins, on peut envisager une série de revendications liées au « bug »: arrêt de tous les systèmes sensibles civils et militaires, paiement en avance des salaires, indemnités et pensions, etc.

Hervé, groupe FA de Nantes.

- (1) Jean-François Colonna, auteur de *L'année de tous les dangers*, Édition Flammarion.
- (2) Le Monde Interactif du 14 avril 1999.
- (3) Le Monde Interactif du 5 mai 1999.
- (4) Le Monde Interactif du 14 avril 1999.

Vous êtes un nouveau lecteur de notre hebdo ; vous nous connaissez déjà et vous souhaitez nous faire découvrir par vos amis. Pour fêter son lancement en Belgique, le Monde libertaire hebdo vous propose un tarif réduit.

Pour la France (sous bande uniquement)
6 mois soit 25 n° pour 137 F (au lieu de 195 F)
Pour la Belgique (sous bande uniquement)
6 mois soit 25 n° pour 1080 FB (au lieu de 1625 FB)

Nom Prénom
Adresse

Code postal Ville
Pays A partir du n° (inclus).

Chèque postal Chèque bancaire
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

le monde
libertaire

Rédaction-Administration: 145, rue Amelot
75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08
Fax: 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif (hors série inclus)	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 45 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 105 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 195 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 350 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien: 400 F. Abonnement étranger sous pli fermé: tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)
Nom Prénom
Adresse

Code postal Ville
Pays A partir du n° (inclus).

Chèque postal Chèque bancaire
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration:
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication: J. Toubert
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie:

Les Informations dieppoises SA,
8, rue Claude Groulard, 76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Route 205 - La Vierge

Sans-papiers : l'épuration européenne continue pendant l'été

ILS ÉTAIENT ENVIRON 200 000 A immigrer en 1970, le chiffre annuel est passé actuellement à 20 000 (dont 5 000 de non européens). Sur les 300 000 clandestins vivant en France, 143 000 ont déposé une demande de régularisation. Environ 80 000 ont obtenu un titre de séjour et environ 65 000 sont déboutés. L'impossibilité de chiffrer le nombre réel des régularisations vient du fait que les titres de séjour étaient précaires, les régularisés d'aujourd'hui seront peut-être les non régularisés de demain.

preuves apportées non probantes. Il est pourtant évident qu'un individu né hors du périmètre français n'étant pas plus bête qu'un autre, la plupart des dossiers déposés répondaient aux critères incongrus de la circulaire Chevènement. F. Hollande, à l'instar de nombre de ses homologues européens a mené sa campagne électorale sur les thèmes de la droite : « toute la misère du monde... », « contrôle des flux migratoires », etc. La quasi-totalité des élus européens est séduite par le capitalisme qui exige une main-d'œuvre concurrentielle à

investis. Les grèves de la faim se sont multipliées, avec un tristement célèbre record de 75 jours à Limeil-Brevannes, elles aussi violemment réprimées. Partout en France, en Europe, des manifestations, pétitions, parrainages, marrainages, délégations, comités anti-expulsion, conférences, concerts de soutien, livres, disques, ont vu le jour. Et pourtant, mutisme accru des « grands médias ». Du bout de leur liberté d'expression, c'est tout juste si les journalistes les plus hardis nous ont informés d'horreurs inédites.

d'une amende de 200 000 F ». La criminalisation des luttes se généralise. Quant aux « double peine », c'est-à-dire les étrangers résidant en France condamnés pour délits, ils sont reconduits à la frontière de manière systématique. C'est ainsi que des sans-papiers se retrouvent dans des pays inconnus d'eux. Il n'est pas rare, par exemple, que l'Algérie soit la destination de non algériens. Après avoir soutenu que la prison était le lieu approprié pour les délinquants, voilà que l'État dit le contraire, l'incarcération n'est plus la condam-

centres de rétention ». Cette formule pour agence de tourisme, désigne les centres infâmes, tel Arene, endroit qui a toutes les chances de devenir un jour aussi célèbre que Drancy. Là se trouvent des enfants d'une douzaine d'années...

Ceux et celles qui échappent à la traque et obtiennent une carte de un an, sont taxés de 1750 F par personne. Cela sans aucune garantie de voir leur titre de séjour renouvelé. Quant aux déboutés, en l'absence de nouvelles preuves exigées pour un nouvel examen de leur dossier, ils sont condamnés à vivre terrés, ou à rejoindre les luttes.

Les différentes circulaires Chevènement ont été considérées par les juges pour ce qu'elles sont : des circulaires qui n'ont pas force de loi. La répression étatique remplace la médiation.

Les élections passées, la période des vacances d'été étant propices aux méfaits gouvernementaux, il est à craindre que le ministère de l'Intérieur incite les préfets à prononcer de nombreuses expulsions. Il revient à chacun d'être vigilant, de faire la démonstration que le combat des sans-papiers a le soutien des « avec papiers » même s'il est déclaré hors la loi par nos nationalistes avides de purification européenne. Même si le combat pour le droit de circuler et de s'installer librement n'est pas gagné, l'idée commence à se propager. En attendant, les revendications radicales se généralisent.

Martine. - Clermont-Ferrand



Mais avant d'être des chiffres et des quotas, les sans-papiers sont des individus qui, il y a quatre jours ou quarante ans, ont fui la misère générée par le pillage des richesses de leurs pays que l'on dit pauvres, des gens chassés par des massacres. Les exploités immigreront chez les exploités pour y chercher de quoi survivre, les victimes des guerres demandent asile aux vendeurs d'armes. Il ne « prennent » pas le boulot des français, ils travaillent pour une rémunération qui participe moins ici que dans leur pays d'origine, à l'effondrement mondial des salaires. Aujourd'hui, à l'heure où Schengen visse les derniers écrous sur les barbelés de l'Europe, il ne reste que les épines sur la rose socialiste. La réputation d'humaniste de la gauche plurielle qui avait incité des sans-papiers à se faire recenser dans les préfectures a fait long feu. La réalité est là, rejet massif des dossiers au motif de

plusieurs niveaux, et obtempère à leur exigence de libre circulation pour eux-mêmes et leurs capitaux. Dans ce contexte les déclarations en faveur des sans-papiers faites par ceux qui participent à la mondialisation de l'exclusion ne peuvent être écoutées que par les plus crédules. Depuis son élection, « Ministre premier » n'a pas fléchi, c'est « niet » pour la régularisation de tous les sans-papiers. Cette année encore, les sans-papiers ont lutté pied à pied avec les préfectures. À Lille, Arras, Créteil, Paris et sa périphérie, Marseille, Bordeaux, Toulouse, Montpellier, Lyon, Nantes, comme dans d'autres villes d'Europe, les initiatives se sont multipliées afin d'imposer des droits pour les sans-papiers. Sous Jospin comme sous Debré, l'occupation de l'église Saint-Bernard s'est terminée, le 29 septembre, par une évacuation musclée comme pour la plupart des nombreux lieux

Car tout n'est pas routine, l'année écoulée a produit quelques nouveautés : décès de sans-papiers du fait des forces de l'ordre (Sémira en Belgique, Marcus en Autriche, Moshen Siliti en France...) agressions sexuelles, maltraitements de sans-papiers par la police.

L'institution que certains persistent à nommer « justice » n'est pas restée inactive, 3 000 sans-papiers se trouvent actuellement en prison. Elle a également inauguré en condamnant un responsable syndical (M. Beurier, secrétaire d'UD CGT) pour « délit de solidarité », le texte fondateur étant une nouvelle disposition de loi issue des cogitations de M. Chevènement : « Toute personne qui, alors qu'elle se trouvait en France, aura, par aide directe ou indirecte, facilité ou tenté de faciliter l'entrée, la circulation ou séjour irrégulier, d'un étranger en France, sera punie d'un emprisonnement de cinq ans et

l'abonnement pour les lecteurs du ML, chèque à l'ordre de Roger Noël) à la BP 103, 1050 Ixelles 1, Bruxelles.

l'abonnement pour les lecteurs du ML, chèque à l'ordre de Roger Noël) à la BP 103, 1050 Ixelles 1, Bruxelles.

La bibliothèque « La Rue » est ouverte tous les samedis de 15h30 à 18h, au 10 rue Robert Planquette, jusqu'à la fin du mois de juillet. Elle sera fermée les deux premières semaines de mois d'août pour cause d'inventaire et rouvrira le 21 août.

L'Union régionale sud de la F.A. tient à votre disposition des bandeaux jaunes « Lisez le Monde libertaire » d'un format de 84x20 cm. Tarif : 12,50 F les 10 ; 70 F les 100 ; 118 F les 200. c/o AGDIR, 45 rue de la Table ronde, 30900 Nîmes (chèque à l'ordre de Vidal).

En bref

Le L.A.R. (local anarchiste rennais) tient ses permanences tous les mercredis et samedis de 15 h à 19 h au 9, rue Malakoff, 35000 Rennes ; Tél : 02 99 67 92 87.

Jean Bricmont, co-auteur avec Alan Sokal des « Impostures intellectuelles » (éditions Odile Jacob et en Livre de Poche) fait le point après deux mois de guerre dans les Balkans le journal Alternative Libertaire - Belgique de juin 1999. Egalement dans ce numéro un reportage en Yougoslavie et un dossier sur l'Europe, « instrument politique d'une guerre économique ». Disponible à librairie du Monde libertaire ou par correspondance (20F l'exemplaire, 150F

Faits d'hiver Lettre ouverte au futur « camarade » ministre

Pour faire du fric, toujours plus de fric et encore plus de fric, des mafias capitalistes et leurs féaux diplômés des grandes écoles de l'agro-alimentaire ou de l'université de Plouc en font bien vivre qu'à faire crever les autres nous font bouffer, en toute légalité ou presque, de la vache folle, du porc pestiféré, du veau aux hormones, du poulet à la dioxine, du lapin aux résidus de fosse septique, des poissons au jus de cadavres, du mouton tremblotant, des fruits vérolés de pesticides, des légumes pourris de phosphates...

Cette merde dont ils inondent le grand marché des pauvres gens est en train, et c'est quasiment une révolution épistémologique, d'empoisonner tout le monde. Les pauvres comme les riches.

Comme les prolétaires, la pollution de l'eau, de l'air, de la bouffe... n'a, en effet, pas de patrie et saute allégrement les barrières de classes.

Pensez, le pape lui-même, a été pris de malaises après avoir bu du vin de messe élevé à la farine coca.

Confrontés à cette menace intolérable, les grands niais et autres petits benêts d'une gauche plurielle aux ordres, forts de la remarquable percée des écologistes-bricolés aux dernières élections européennes, ont décidé de prendre le taureau par les cornes.

C'est ainsi que leur maréchaussée a interpellé un cureton intégriste qui tapait le 190 à l'heure sur l'autoroute et la contrôlé positif aux hosties.

C'est ainsi que leurs ballots de gendarmes ont fait arracher tous leurs légumes à deux pauvres petits vieux de Mareuil sur Lay au motif que le bio non aux normes européennes, dès lors, circonstances aggravantes, qu'il faisait l'objet de petits prix d'amis voisins du don, relevait d'une concurrence affreusement déloyale par rapport aux marchands de la mort légale.

Ohé, Dany « le rouge », quand t'iras bouffer chez Jospin pour négocier un straponcin supplémentaire, entre la poire et le fromage (bio), si t'y causais de ces deux pauvres petits vieux...!

Jean-Marc Raynaud

Contre l'homophobie Contre tout ordre moral!

« Et si je veux être amoureux de toi? A ta guise, je te le permets. Et je te porterai sur mes épaules, au milieu des rochers. Et alors, nous détruirons tout. Les toits et les familles. Et nous brûlerons le livre où les prêtres lisent la messe ».

Frederico García Lorca,
El publico.

L'HOMOPHOBIE SE DÉCHAÎNE, particulièrement dans notre « beau pays ». Déplorable marionnette, La Boutin, à la tête de tout ce que la France compte de plus réactionnaire, ne fait rire personne avec ses insultes contre les homos et au sujet du Pacs. Pas plus que les élus de gauche ne nous font rire, au perchoir du donjon républicain à l'Assemblée nationale et au Sénat. Ils y érucient aussi sur ces « pédés et gouines qui prétendent se marier dans nos mairies! »

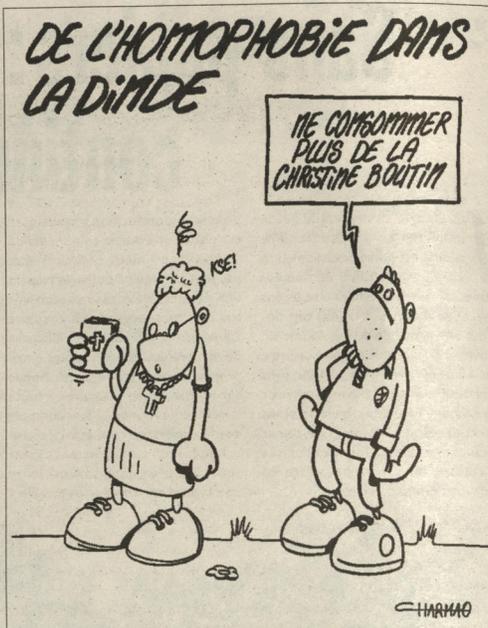
Cette année rien ne nous est épargné. Xavier Dor, en toute impunité républi-

caine, continue à terroriser devant les cliniques, des femmes qui ont choisi de ne pas avoir un enfant. À l'étranger, ce n'est pas plus brillant. Malgré les interprétations hasardeuses des médias, des néo-nazis posent des bombes dans un quartier homo de Londres. Dans d'autres pays, les mesures répressives contre le droit de choisir sa sexualité ou tout simplement son mode de vie, frappent encore plus fort. On y torture et envoie en prison des femmes adultères et des lesbiennes. Ainsi, en Afghanistan, leur visage est enfermé, non dans un tchador, mais... derrière des grilles. Ailleurs, quand les femmes et les hommes dérangent l'ordre moral ou l'ordre établi, on les élimine tout simplement!

Tous les jours, la Fédération anarchiste lutte contre le capitalisme, le racisme, le fascisme, pour la libération de l'individu et contre tout ordre moral. Contre le sexisme et l'homophobie. En province, elle a participé aux manifestations de la journée de la fierté lesbienne et homosexuelle. Des militants seront bien sûr à

la Gay Pride de Paris. Même si, depuis sa première célébration en France en 1977, cette manifestation est devenue un gigantesque carnaval festif et trop commercial, elle n'en reste pas moins le symbole de la révolte des homos de Stonewall. En 1969, ils s'étaient insurgés contre les incessantes agressions homophobes de la police américaine. Par leur courage et leur détermination, les homos ont fait plier le pouvoir oppresseur et ont restauré leur dignité.

Nous porterons donc le drapeau noir, au début de la manifestation, avec les associations homos pour y revendiquer une morale égalitaire, antireligieuse et non condescendante, pour l'égalité entre individus et la liberté individuelle, pour le droit des sans-papiers à la plus entière liberté de circulation et d'installation. Pour le fédéralisme anarchiste libre et égalitaire entre les personnes. Pour le droit de l'individu de déterminer ses propres choix. Pour une société sans classes ni État, sans dieu ni maître. Groupe Claaaash FA Paris-Bastille



Au feu les pompiers...

Après le récent accident du tunnel du Mont-Blanc, qui a coûté la vie à de nombreux individus et qui a mis en lumière les insuffisances des dispositifs de sécurité lorsque ceux-ci sont soumis à une logique marchande. Après le plan Juppé qui consacre la casse du service public de santé et sa mise sous la tutelle d'impératifs économiques qui n'ont que peu, sinon, rien à voir avec le confort des malades... Il convient de s'interroger sur le devenir des services publics de secours d'urgence. Pour cela, nous avons rencontré les pompiers du Puy de Dôme, en grève depuis quatre mois.

L'ES POMPIERS DU département du Puy de Dôme sont en grève depuis quatre mois. Le budget de 140 millions de francs alloué est insuffisant pour un fonctionnement correct de 270 casernes et de 4700 agents. Un exemple : sur la caserne de Clermont-Ferrand, en quinze ans, le nombre d'interventions est passé de 5 000 à 13 000 par an. On demande aux pompiers de travailler toujours plus, avec moins de moyens et peu d'embauche. De plus, pour mieux diviser le personnel, on entre-

tient des différences entre les non logés et ceux qui habitent dans les casernes qui effectuent environ vingt jours de gardes par an, pour le même salaire.

Mais le mécontentement porte sur le plan de départementalisation (financement du corps des sapeurs-pompiers par le conseil général). Dans ce schéma, les différents syndicaux, et la volonté politique du gouvernement de ne pas fixer au niveau national le temps de travail, brise ainsi les revendications collectives nationales, laissant aux élus régionaux le soin de négocier les salaires et les

demandes des pompiers isolés dans leurs régions. Ce plan, c'est aussi, pour les départements les moins lotis une sécurité au rabais, des pompiers mal équipés, faisant plus d'heures pour un même salaire.

La départementalisation va en outre modifier le régime indemnitaire des pompiers. Dans certains départements, ils ont pu garder d'anciens avantages et obtenu de nouveaux, mais dans le Puy de Dôme, les élus ont, au prétexte d'économie, décidé de remplacer les primes collectivement acquises avant 1996 (ce qui est contraire au code du travail de la fonction publique) par le nouveau régime indemnitaire, entraînant une différence de traitement de 1000 F par mois.

Pour le temps de travail, c'est la même chose. Ailleurs, les pompiers ont obtenu une rémunération maximale pour un minimum d'heures (exemple : dans l'Allier les pompiers font 108 jours). Ici

c'est l'inverse ; on leur propose de travailler 122 jours sur une base de 37 heures, alors que les accords signés avec M. Quillot établissaient 111 jours de garde de 24 heures, sur une base de 42 heures ramenée à 39 heures en 1982. « Nous perdons tous nos acquis, leurs propositions sont inacceptables. »

« Nous demandons ; la reconnaissance des heures de présence au bénéfice de la population et du service rendu ; des conditions de travail acceptables ; le respect syndical ; le recrutement de personnel ; la retraite à 50 ans.

« Pensez-vous qu'un quinquagénaire peut assurer sur le plan physique de la même manière qu'un jeune ? En 1978, une circulaire demandait d'alléger les contraintes opérationnelles des plus de 50 ans, mais il n'existe pas d'emploi aménagé chez les pompiers.

« Nous sommes inquiets. Entre le stress qui augmente et les perspectives de vivre jusqu'à la retraite qui diminuent.

« Pour l'heure, les élus comptent sur l'essoufflement du mouvement, quand certains sont interpellés sur les conditions de travail, ils nous ré pondent "si vous n'êtes pas content vous n'avez qu'à aller voir ailleurs". Pourtant, ces élus sont responsables de la sécurité des citoyens et des pompiers. Alors que des bénévoles interviennent parfois avec des bottes en caoutchouc, des casques en plastique, des vestes en skaï, etc. (cherchez l'erreur). Bien sûr, le jour d'un accident, nos élus souffriront d'amnésie ou nous entonneront le "responsable mais pas coupable".

« Nous frappons à toutes les portes, la rencontre avec le préfet n'a rien donné, il nous comprend mais n'y peut rien, prochainement nous devons rencontrer Giscard. Nous verrons bien... »

Propos recueillis auprès des pompiers de la Conac de Clermont-Ferrand par Hervé et M.C. du groupe Spartacus

Le proviseur, le rectorat, le « syndicat »

L'E PROVISEUR, AVANT TOUT, INCARNE L'AUTORITÉ. Il maintient l'ordre face aux jeunes avec tous les aspects de la figure paternaliste. En ce sens, nombreux sont les lycéens qui convoqués entre les quatre murs austères de son bureau, subissent ses foudres. De mauvais souvenirs ou le début d'une réflexion antiautoritaire, ces moments sont ceux des années collégiennes, lycéennes. En effet, pour ceux qui travaillent dans ces lieux dits éducatifs, le proviseur est devenu un collègue dans la grande tradition corporatiste. Si l'institution le charge de veiller à la cohésion de son établissement, il n'est en aucun cas le supérieur hiérarchique du personnel. Il est pourtant vrai que le rôle qu'il tient face aux jeunes débordé de temps à autre sur une attitude de petit chef. Du prof qu'il engueule pour son retard à l'ouvrier à qui il donne des ordres, les exemples ne manquent pas. Cependant, dans la plupart des établissements, il suffit que quelques travailleurs s'opposent à ce type de comportement pour limiter les dérapages. Ce n'est visiblement pas le cas au lycée René Auffray à Clichy (Haut de Seine), où le proviseur, par ailleurs conseiller municipal P.S., est fier de sa pratique de chef d'entreprise.

Quand Jacky, ouvrier cénétiste y fait sa première rentrée en septembre 98, M. Amara tente de le dissuader d'avoir une activité militante (qualifiée par ce dernier de « guerre sainte », il a dû manquer une étape). Jacky, n'ayant pas l'intention de se laisser intimider ne change rien à ses engagements et continue

de lutter contre la précarité dans l'Éducation Nationale. Plus tard, notre camarade découvrira dans un dossier conservé dans le bureau du proviseur, des tracts, des articles du « zéro de conduite » (bulletin de notre syndicat) ainsi que d'autres pièces constituant un fichage de sa pratique militante. Le fonctionnaire, avec son importance au niveau de la politique municipale, ne s'est sans doute pas senti concerné par la loi « informatique et liberté ». Enfin, lorsqu'il rédige le rapport sur notre camarade, il le juge non apte à être titularisé comme ouvrier professionnel en expliquant que Jacky n'a pas le haut sens du service public. Voilà une bonne idée patronale, licencier un ouvrier parce qu'il n'a pas le haut sens du capitalisme.

Qui défend le salarié ?

Le rapport du proviseur est un élément parmi d'autres qui sert au rectorat pour proposer la titularisation, le licenciement, ou le maintien en stagiarisation. L'objectivité voudrait que, connaissant la nature des rapports entre M. Amara et Jacky, la hiérarchie académique ne tienne pas compte de cette pièce et n'établisse son jugement que sur les compétences professionnelles du travailleur. Mais comment le rectorat peut-il prendre une décision dans la mesure où le seul conseiller qui a visité Jacky ne l'a pas observé pendant son travail d'ATOSS. Nous constatons, une fois de plus, que le souci n'est pas de véri-

fier la capacité à occuper un poste mais de maintenir un système pyramidal donnant raison au proviseur envers et contre tout. La décision de non titularisation a finalement été prise par une commission paritaire, ce qui signifie que, comme son nom l'indique, des « représentants » du personnel y sont présents pour défendre les travailleurs. Mais comment voir de la représentativité où il n'y a que bureaucratie et clientélisme ? Comment faire confiance à des « syndicats » dont l'activité se résume à transmettre les informations pour les mutations ? Toujours est-il que pour défendre Jacky nous avons contacté la CGT, la FSU et la FEN dans la mesure où les attaques dont il a été victime doivent faire gueuler même le plus mou des réformistes. La logique aurait donc voulu que tous les commissaires paritaires syndicalistes présents votent pour la titularisation de notre camarade. Ce qui n'a pas été le cas, la FEN s'est abstenue. Nous les savions à la botte du rectorat, leur visage de traître se dévoile plus encore. Ce triangle proviseur, rectorat, syndicat, montre que notre combat de classe antiautoritaire est vraiment à l'ordre du jour. D'autant plus en ces temps où l'exemple que l'on nous donne est celui d'une hiérarchisation accrue où les précaires servent de petits soldats et où le chômage tend à être présenté comme un dommage collatéral. L'attitude de la FEN, conséquence de sa bureaucratie, nous rappelle aussi que notre lutte sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, sur des bases autogestionnaires.

Pascal, CNT éducation RP

RÉGION LYONNAISE

Chômeurs en lutte

LA PRÉPARATION DES MARCHES européennes sur le chômage, annoncées comme un grand événement, ont monopolisé l'énergie des collectifs de chômeurs et précaires, au détriment d'actions peut être moins spectaculaires et politiciennes qu'un « parlement des chômeurs » (!) comme il y en a eu alors, mais tellement plus importantes pour permettre le développement d'un rapport de force réel et solide dans chaque commune. Pour quels résultats hormis une promenade sans lendemain à Cologne sur des revendications minimalistes, et pour certaines discutables (exemple: représentativité dans les instances de gestion de notre misère)?

Heureusement, quelques actions « de terrain » commencent à être tentées de nouveau, sur des cas individuels car le rapport de force est encore faible. Des liens commencent à se tisser entre des groupes divers, même si c'est à petite échelle: un rapport de force significatif ne peut être le fait d'une seule catégorie, que ce soient les chômeurs ou les salariés! Seul un mouvement général et coordonné de l'ensemble des prolétaires nous sommes peut le créer. Mais pour nous en donner la possibilité, nous ne pouvons compter que sur nous même et les liens que nous créons entre nous: les syndicats et autres associations qui se conçoivent comme partenaires sociaux de l'État et du patronat ne peuvent aujourd'hui que nous en détourner pour nous emmener promener dans des marchés qui ne permettent pas de créer ces liens concrets. Et pour cause! À force de traîner dans les salons feutrés, on ne sert plus la même classe sociale...

Entraide entre prolétaires!

Le mercredi 9 juin, le « collectif de solidarité de Saint-Fons » (banlieue pauvre de Lyon), qui existe depuis plusieurs années, a initié une action de solidarité par rapport à plusieurs personnes en situation précaire. La première est algérienne. Elle a vécu sans papiers d'identité français, au foyer, dans la dépendance de son mari, durant des années. Jusqu'à ce qu'il se tire en lui laissant les dettes... le patriarcat n'a donc pas fini de faire des ravages. Aujourd'hui, elle survit dans un taudis, et n'a aucun revenu. Elle a réussi à obtenir, suite à une première action du collectif (pétition remise par 100 personnes à la préfecture), une carte de séjour d'un an qui, selon les administrations gessionnaires de la misère, ne lui donne droit ni au RMI ou autre revenu, ni à un travail. Bien entendu, EDF lui a donc coupé l'électricité depuis plus de six mois, et elle n'a plus le téléphone. Impossible pour elle, dans ces conditions, de cuisiner des aliments que de toute manière elle n'a rien pour acheter, ou encore de faire sa vaisselle ou de se laver, ces produits de première nécessité n'étant pas non plus gratuits... Heureusement, il y a quelques voisins pour l'aider à

survivre! La mairie, quant à elle, l'a convoquée peu avant l'action... pour lui demander les noms des gens qui la soutenaient!

La deuxième est arrivée en France il y a un an. L'État refuse résolument de lui donner des papiers, alors qu'il se glorifie d'accueillir quelques dizaines de Kosovars, tout en en refoulant des dizaines de milliers d'autres. Elle est ainsi, à 19 ans, la seule de sa famille (qui vit à Saint-Fons), à être condamnée à la clandestinité par l'État français. Pour avoir des papiers, selon ce dernier, il lui faudrait retourner en Algérie, et y demander un visa... qui n'existe pas! Enfin, elle veut passer son bac, et les lycées refusent de l'inscrire, évidemment, car elle n'a pas de papiers!

Le troisième, est un homme qui a un enfant né en France. Il n'a ni logement, ni papiers, hormis une autorisation de séjour précaire jusqu'en juillet. Il est hébergé à tour de rôle par des gens du quartier.

« Bienvenue aux pauvres! »...

C'est avec le soutien concret (présence d'une dizaine de personnes) de certains collectifs de chômeurs et précaires lyonnais (principalement du CRI - Chômeurs, précaires et solidaires en Révolte contre l'Injustice, dont on a déjà parlé dans ce journal), que le collectif de Saint-Fons a donc investi le CCAS (Centre communal d'action sociale) de la mairie, à l'improviste. Une vingtaine de personnes au total.

Le maire (PS) voulant bien en recevoir six, nous décidons tous ensemble de les rejoindre, afin d'assister silencieusement à la discussion. Voyant cette marée de gueux et de gueuses déferler, il partit illico de la salle. Son directeur de cabinet, fidèle chien de garde, se charge alors de lui rapporter nos questions, et de nous communiquer ses réponses... dans une semaine!

Devant l'ambiance de plus en plus houleuse, il déclare finalement qu'il nous les rapportera dans une demi-heure. Il note ensuite péniblement nos questions, profitant de la moindre occasion pour changer de sujet et gagner ainsi du temps. Il fait preuve d'un mépris provocateur: par exemple, il met en doute la réalité de la situation de la femme sans revenu, et propose de communiquer au SDF les adresses des foyers d'hébergement sur Lyon, qui sont dans n'importe quel annuaire! Ayant enfin fini de noter nos questions, il revient sur sa parole et demande à qui il faudra envoyer les réponses dans une semaine. Nous décidons alors d'envahir le bureau du maire. Il n'y est pas, et son directeur de cabinet refuse de faire quoi que ce soit tant qu'on n'en sort pas: Monsieur a « besoin de silence pour travailler »...

Nous occupons donc silencieusement mais résolument les lieux le restant de l'après-midi. Il téléphone enfin à EDF, mais insiste si peu pour avoir la personne adéquate, que cela

ne donne rien. C'est ainsi que, dans les bureaux climatisés de la mairie, l'on peut la misère des gens qui ne peuvent se chauffer l'hiver...

...dans un monde de cyniques

M. le maire étant alors en réunion juste à côté, nous entrons. Voyant qu'il n'est pas possible de nous faire partir, hormis avec des CRS (mais à une semaine des élections, il y a l'image de marque à conserver!), il fait finalement mine de s'en aller. Puis se ravise et nous propose de revenir dans un quart d'heure, après sa réunion. Nous acceptons, mais quand nous revenons, les portes sont à nouveau fermées... Nous entrons donc en force.

Le maire nous reçoit finalement tous. Après une discussion houleuse, il nous accuse d'« utiliser la misère des pauvres gens », alors même que la plupart d'entre nous vivent en dessous du « seuil de pauvreté » décrété par les experts de son État.

Il propose seulement d'envoyer un fax à EDF « demain matin » (il est 17 h, et c'est fermé, ben tiens!). Un de ses adjoints veut bien « aider à l'insertion professionnelle » de la femme sans revenus, en l'aidant pour ses CV, etc. Le maire reproche

ensuite au SDF de n'avoir pas pris rendez-vous seul avec lui pour régler son problème de logement, et lui demande de revenir le voir individuellement: l'action collective, ça file de l'urticaire à M. le maire! Pour les papiers, il nous conseille d'aller occuper la préfecture... et se garde bien d'aborder la question de l'absence de revenus de l'une d'entre nous. Pour conclure la discussion, une élue PS nous vante cyniquement les mérites de la gauche en matière de progrès social, sous les yeux des victimes de ses lois.

Enfin, pris d'un accès de charité (et surtout sans doute pour bien nous faire croire qu'il ne pouvait rien faire d'autre), l'adjoint au maire propose de faire de sa poche un chèque de 200 F pour « aider » la femme sans revenus, à défaut de vouloir lui donner un RMI.

Quelle honte! La femme, n'ayant rien, prend le chèque. De toute manière, elle n'a pas de compte pour l'encaisser, l'élue n'a pas pensé que « ça » existait encore. Preuve s'il en est que nous ne vivons pas dans le même monde...

Ce type d'action collective rend cela flagrant pour celles et ceux qui avaient encore l'illusion d'être représentés par ces élus, ou pen-

saiet du moins que ce n'étaient pas de mauvais bougres.

200 F... peut-on vivre avec 200 F, ou même 2000? Nous n'étions pas venus demander la charité, mais exiger la justice sociale. Nous reviendrons donc. Des gens du collectif de Saint-Fons souhaitent prendre le temps cette fois de mieux annoncer leur action aux habitants, afin d'être beaucoup plus nombreux.

En allant informer régulièrement les jeunes du quartier par la discussion, et l'ensemble des habitants par des affichettes, d'actions susceptibles d'améliorer leur situation, ce collectif peut contribuer à recréer l'idée que la lutte collective, quand on est nombreux, paie. D'autant plus que, dès le lundi 14 juin, après une visite du collectif à EDF, le courant est remis jusqu'à septembre à la personne à laquelle il était coupé.

Notre rôle en tant qu'anarchistes ne peut être à mon avis que de promouvoir cela. Mais nous devons aussi proposer notre projet de société libertaire, et non nous limiter à des revendications pour seulement « mettre des bâtons dans les roues du système », comme le font les trotskistes et autres réformistes. Car tant qu'il y aura des riches, il y aura des pauvres!

Sophia. - individuelle FA
(Lyon)

BELGIQUE-COLLECTIFS DE CHOMEURS

Occupation d'un bureau régional de l'ONEm à Liège

Ce mercredi 26 mai 1999, L'Office National de l'Emploi (ONEm) de Liège était occupé par des membres et sympathisants du Collectif liégeois « Chômeur, pas Chien! » et du « Collectif Autonome de chômeurs » (CACH) de Bruxelles, rejoints par les manifestants des Marches Européennes, parmi lesquels de nombreux anarcho-syndicalistes de la CGT espagnole, la CNT française et la CAT belge. L'occupation avait pour but de rencontrer le directeur et d'exiger de lui qu'il signe et rende publiques diverses dispositions qu'il est légalement en mesure de prendre, à savoir:

- de décréter l'arrêt immédiat des contrôles domiciliaires chez les chômeurs pour vérification de la composition de leur ménage;
- de ne convoquer un chômeur pour interrogatoire à l'ONEm qu'après qu'il ait été en mesure de consulter son dossier et en lui garantissant la possibilité d'être accompagné par une tierce personne de son choix;
- de décréter l'arrêt immédiat de toute action, enquête ou poursuite et la suspension de toute peine prononcée à l'encontre des chômeurs victimes de ce type de « visite », dès lors qu'un nouveau texte de loi (en application depuis le 1er avril 1999) a implicitement reconnu le caractère abusif de ces visites réalisées antérieurement à cette date;
- de n'entamer aucune enquête et de n'ouvrir aucun dossier à l'encontre d'un chômeur, sur base ou à partir de dénonciation anonyme, système basé sur la délation et qui tend scandaleusement à être socialisé et institutionnalisé;
- de décréter un moratoire sur les poursuites en matière de déclaration de composition de famille, tant qu'un texte de loi clair, déterminant des données strictement objectives, ne donne pas la définition claire et incontestable du statut de cohabitant;
- d'appliquer à priori un principe de clémence, qui

prende en compte la situation actuellement pénible que vivent les chômeurs eu égard au flou légal qui régit leur statut, ainsi qu'à la faiblesse de leurs ressources, et donc d'appliquer pour toute première faute avérée, un système de sursis, de suspension de prononcé de sanction ou de classement sans suite;

- d'appliquer systématiquement et de sa propre initiative le principe de présomption d'innocence ainsi que du caractère suspensif d'un recours légal, dès qu'un chômeur, à son sens sanctionné, introduit un recours auprès du Tribunal ou va en appel d'une décision de celui-ci;
- de prendre en compte, dès les procédures et dans le calcul des montants de récupération d'allocations estimées illégalement perçues, des possibilités réelles et concrètes de remboursement du chômeur incriminé et, en tout cas, d'appliquer systématiquement un principe de quotité insaisissable sur les allocations sociales, équivalent à celui pratiqué sur les salaires.

En choisissant d'appliquer ces décisions, le Directeur du Bureau Régional de l'ONEm pourrait ainsi démontrer qu'il existe des possibilités légales de recadrer l'institution dans les missions et les objectifs d'un réel service public; qu'un fonctionnaire responsable, se doit de refuser d'appliquer des injonctions administratives qui sont en contradiction flagrante avec les Lois, la Constitution et les Droits de l'Homme; qu'il pourrait somme toute devenir un citoyen conscient qui exerce son devoir en luttant contre les conséquences humainement désastreuses d'une logique administrative, guidée par les seuls principes de la répression brutale, de la suspicion générale, de la culpabilisation permanente, de l'exclusion massive et de l'insupportable paupérisation d'une frange sans cesse croissante de ses concitoyens.

groupe Alternative Libertaire Belgique

dans le monde

Il y a dix ans : Tian'anmen

DERNIER EN DATE DES « trous noirs » de l'histoire de la Chine, ce qui s'est passé dans la nuit du 3 au 4 juin 1989 serait, selon le président chinois et secrétaire général du PC Jiang Zemin, « beaucoup de bruit pour rien ». Que représente en effet pour la nomenklatura quelques milliers de morts à l'aune d'un pays d'un milliard trois cent millions d'habitants ?

Au départ : quelques centaines de manifestants

Mais il y a dix ans, ce sont plusieurs millions de chinois, étudiants d'abord puis toutes classes sociales confondues, qui sont descendus dans la rue dans toutes les grandes villes du pays dénonçant la corruption, le népotisme, l'arbitraire et réclamant la liberté et la démocratie (1) : 50 jours d'une « explosion de liberté » entre le 15 avril, date de la mort de Hu Yaobang, ex-secrétaire général du PC partisan d'une libéralisation du régime, purgé deux ans plus tôt, et la nuit du 3 au 4 juin où le mouvement démocratique naissant (2) sera noyé dans le sang.

C'est donc le 17 avril l'hommage posthume envers un dirigeant du PC resté populaire dans l'image des chinois à l'instar de Zhou Enlai en 1976 (3) qui va servir de prétexte à quelques centaines d'étudiants pour manifester place Tian'anmen en dénonçant la corruption et en demandant une démocratisation du régime. Lors des funérailles le 22, malgré l'interdiction de manifester, 200 000 personnes se rassemblent sur la place.

Le 24, les étudiants de Beida entament un boycott des cours pour appuyer leurs revendications, et bien que le 26 le *Quotidien du Peuple* lance un avertissement en publiant un éditorial dénonçant une « rébellion contre-révolutionnaire » et un « complot contre le régime », 500 000 personnes se retrouvent le 27 place Tian'anmen. Le 4 mai, jour anniversaire du Mouvement du 4 mai 1919 (4), 300 000 manifestants défilent dans les rues de

Pékin en réclamant un « vrai dialogue » avec le pouvoir. Le lendemain, Zhao Ziyang, le secrétaire général du PC, s'engage dans ce sens et les cours reprennent. Mais le 13 mai, un millier d'étudiants entament une grève de la faim sur la place car l'ouverture du dialogue annoncé tarde. En effet si Zhao Ziyang, favorable à des réformes politiques – séparation des fonctions du parti et du gouvernement, indépendance du système judiciaire, démocratisation – qui tout en lâchant du lest auraient préservé l'essentiel à savoir légitimer l'assise d'un parti communiste ébranlé par dix années de Révolution Culturelle (5), est majoritaire au sein du Bureau Politique, il se heurte au veto de Deng Xiaoping, la figure tutélaire qui dirige dans l'ombre. Le 15, pas de dialogue, donc pas de retrait de la place Tian'anmen alors qu'il s'agit d'un jour historique pour la Chine et pour Deng Xiaoping qui en est le maître d'œuvre : l'arrivée à Pékin du numéro un soviétique, venu normaliser les relations entre « partis frères » après trente ans de brouille. Gorbatchev doit donc se contenter d'une cérémonie de bienvenue improvisée sur l'aéroport : c'est une humiliation en direct pour les dirigeants chinois devant les caméras du monde entier.

Radicalisation et élargissement du mouvement

Ces 13 et 15 mai marquent un tournant dans l'histoire du mouvement. Le refus du dialogue va radicaliser les étudiants mais la perte de face infligée à Deng Xiaoping va le conforter justement dans son refus. Le 18 mai, une véritable marée humaine de un million de personnes envahit le centre de Pékin. Toutes les couches de la population ont répondu à l'appel des étudiants : ouvriers, employés, entrepreneurs privés, journalistes, fonctionnaires dénoncent l'affairisme officiel pendant que la police reste étranquement invisible. Au sommet, le pouvoir est divisé.

Le 18 mai à l'aube, accompagné du Premier ministre Li Peng et de deux autres membres du bureau politique, Hu Qili et Qiao Shi, Zhao Ziyang se rend au chevet d'étudiants grévistes de la faim admis à l'hôpital et les assure qu'il considère leur mouvement comme étant « patriotique » et « hautement louable ». En fin de matinée, Li Peng rencontre les représentants des étudiants en grève, dont Wang Dan (6) et Wu'er Kaixi (7). La tentative de dialogue échoue devant le refus de tout compromis de Li Peng, ulcéré en outre par l'attitude de Wu'er qui n'a pas hésité à lui couper la parole et le morigéner en direct à la télévision. Pendant ce temps, alors qu'on manifeste dans presque toutes les villes du pays, le mouvement populaire de soutien aux étudiants s'accroît, y compris au sein des organisations officielles : des officiers de l'armée adressent une lettre ouverte de soutien aux étudiants, le Comité central de la Ligue de la jeunesse communiste, l'Union des Écrivains et des Artistes (8), l'Union nationale des femmes leur adressent des messages de sympathie, la Fédération nationale des syndicats de Chine leur fait don de 100 000 yuans (9), les étudiants de province se rendant à Pékin sont transportés gratuitement par les chemins et même les journaux officiels « veulent dire la vérité » : ainsi le *Quotidien du Peuple* du 18 mai consacre-t-il les neuf dixièmes de sa Une à l'agitation sociale, photos à l'appui, reléguant dans un coin en bas la conclusion de la visite historique de Gorbatchev.

Douche froide le 19 mai : Zhao Ziyang est écarté et Li Peng, peu après minuit, proclame la loi martiale à Pékin : « L'objectif des manifestants est de renverser le gouvernement du peuple, élu par le congrès national du peuple et de nier totalement la dictature démocratique (sic!) du peuple. » Après un moment de flottement, les étudiants décident malgré tout de rester et mobilisent la population. Le 20, les camions militaires se heurtent à de véritables barrages humains qui bloquent les accès à la place Tian'anmen. On assiste à de nombreuses scènes de fraternisation.

Mais les autorités sont maintenant décidées à crever l'abcès. Journaux, radio, télévision, central téléphonique sont à nouveau sévèrement contrôlés. 200 000 soldats encerclent Pékin. Dans la nuit du 2 au 3 juin, un certain nombre d'unités reçoivent l'ordre de marcher sur Tian'anmen mais, pris à partie par une foule grandissante d'étudiants et d'ouvriers, happés, « tronçonnés » en quelque sorte, ces jeunes soldats, venus de la campagne et tenus dans l'ignorance du mouvement, vont être contraints de se replier sans avoir pu atteindre la place. Répit de courte durée : dans la nuit du 3 au 4 juin, peu après minuit, tout va basculer dans l'horreur. Pénétrant dans la ville en différents points, les troupes convergent vers la place Tian'anmen. Des dizaines de chars foncent à toute allure le long de l'avenue Chang'an et ouvrent le feu « sur tout ce qui bouge ». C'est le début des massacres : des milliers de morts, des dizaines de milliers d'arrestations dans la capitale et aussi à travers tout le pays.

Le 5 juin, un communiqué de l'Armée populaire de libération, diffusé à intervalles réguliers par la radio et la télévision, indique que l'ordre de faire intervenir la troupe contre la population de Pékin a été donné par la commission militaire centrale du parti communiste présidée par Deng Xiaoping : « vigilance, unité et

L'Union autonome des ouvriers de Pékin (10) lance un appel à la grève générale illimitée. Il ne sera guère suivi d'effet car « un ouvrier chassé de son travail n'a plus ni logement pour lui et sa famille ni la moindre ressource » mais un tel défi au parti communiste, « incarnation de la classe ouvrière » apparaît plus lourd de conséquence qu'une simple contestation étudiante. Le 23 mai, un million de personnes remontent l'avenue Chang'an (11) aux cris de « A bas Li Peng ! Renvoyez les troupes ! Levée de la loi martiale ! Protégeons les droits de l'homme ! » et des étudiants fondent un « quartier général chargé de la défense de la place Tian'anmen ».

Le 25 mai Li Peng reparait à la télévision et défend sa décision de recourir à l'armée pour « mettre un terme aux manifestations de Pékin » afin de « protéger la stabilité et l'unité ». Devant ces menaces les étudiants de Pékin envisagent d'évacuer la place Tian'anmen mais se prononcent finalement, sous la pression des étudiants de province de plus en plus nombreux dans la capitale, pour la poursuite illimitée de l'occupation et, défiant la loi martiale, sillonnent à nouveau Pékin par dizaines de milliers le dimanche 28, jour également de manifestations de soutien au mouvement démocratique dans le monde entier : États-Unis, France, Japon, Taïwan, etc. ; à Hong-Kong, ils sont plus d'un million, soit 1 habitant sur 6. A l'aube du 30 mai, en présence de plusieurs dizaines de milliers de personnes, les étudiants érigent sur la place une réplique de dix mètres de haut, en polystyrène expansé, de la statue de la liberté, rebaptisée « déesse de la démocratie ». C'en est trop pour le pouvoir qui considère cette statue comme « insultante pour la dignité nationale et l'image du pays » et procède par ailleurs à l'arrestation de trois membres de l'Union autonome des ouvriers de Pékin pour « association illégale ». Sous la pression conjuguée des étudiants et des ouvriers (12), ils seront libérés le lendemain.

Répression sanglante

Mais les autorités sont maintenant décidées à crever l'abcès. Journaux, radio, télévision, central téléphonique sont à nouveau sévèrement contrôlés. 200 000 soldats encerclent Pékin. Dans la nuit du 2 au 3 juin, un certain nombre d'unités reçoivent l'ordre de marcher sur Tian'anmen mais, pris à partie par une foule grandissante d'étudiants et d'ouvriers, happés, « tronçonnés » en quelque sorte, ces jeunes soldats, venus de la campagne et tenus dans l'ignorance du mouvement, vont être contraints de se replier sans avoir pu atteindre la place. Répit de courte durée : dans la nuit du 3 au 4 juin, peu après minuit, tout va basculer dans l'horreur. Pénétrant dans la ville en différents points, les troupes convergent vers la place Tian'anmen. Des dizaines de chars foncent à toute allure le long de l'avenue Chang'an et ouvrent le feu « sur tout ce qui bouge ». C'est le début des massacres : des milliers de morts, des dizaines de milliers d'arrestations dans la capitale et aussi à travers tout le pays.

Le 5 juin, un communiqué de l'Armée populaire de libération, diffusé à intervalles réguliers par la radio et la télévision, indique que l'ordre de faire intervenir la troupe contre la population de Pékin a été donné par la commission militaire centrale du parti communiste présidée par Deng Xiaoping : « vigilance, unité et

combat vigoureux contre des conspirateurs politiques, éléments contre-révolutionnaires dont le but est de nier la direction du parti et le système socialiste, et qui veulent l'effondrement de la république populaire de Chine. » Le masque est tombé. Le roi est nu. L'oripeau du communisme d'État n'a pu cacher cette évidence : l'armée du peuple a tiré sur le peuple, lequel avait su, momentanément, se concevoir comme un acteur autonome. Certes le chemin de l'émancipation sociale est encore loin mais en Chine rien ne sera plus comme avant.

J.J. Gandini

(1) Entendons-nous bien : le mot « démocratie » doit être ici compris dans le sens qu'on lui donne dans les systèmes politiques occidentaux, à savoir un mode de représentation du peuple par des élections parlementaires, et non pas la démocratie directe telle que la conçoivent les anarchistes. Mais pour les Chinois, après 40 ans de dictature du parti communiste, ce premier pas constituait une brèche permettant de saper l'hégémonie dudit parti.

(2) Il faut rappeler que les campagnes, satisfaites alors des réformes économiques engagées par Deng Xiaoping, s'en tiennent à l'écart alors qu'elles représentent tout de même les trois quarts de la population...

(3) Le 5 avril 1976, à l'occasion de la Fête des morts, plus de 100 000 personnes rendent hommage à Zhou Enlai, l'inamovible premier ministre depuis 1949, décédé trois mois plus tôt, et devenu le symbole de la résistance à l'absolutisme du Grand Timonier et de la Bande des Quatre. L'hommage prendra une telle ampleur que les dirigeants y verront une critique à peine voilée de leur manière de gouverner et n'auront plus d'autre choix que d'y mettre fin dans le sang.

(4) Cf. le *Monde libertaire* du 13 mai

(5) Cf. *Les années rouges* de Hua Linshan, 1987.

(6) Tête pensante du mouvement. Après avoir purgé en deux fois près de 7 ans de prison, il est « exilé » aux États-Unis pour « raisons médicales » en avril 1988. Il y a repris ses études d'histoire à Harvard.

(7) Figure charismatique du mouvement, membre de la minorité ouïghour. Il a lui peu après le 4 juin. A Paris dans un premier temps, puis aux États-Unis, il a finalement épousé une taïwanaise et s'est installé à Taïwan où il anime une émission de radio.

(8) Ba Jin en tête.

(9) 1 yuan valait alors 1 F. Salaire mensuel moyen d'un ouvrier : 200 yuans.

(10) Constituée le 21 avril sous le sigle initial d'Union des ouvriers de Pékin, elle publie le même jour deux textes « Adresse au peuple de toute la ville » et « Dix questions » qui la font qualifier ainsi par l'éditorial du *Quotidien du Peuple* du 26 avril, évoqué supra : « Une petite poignée d'individus qui a usuré l'étiquette d'organisation ouvrière pour diffuser des tracts réactionnaires et multiplier les contacts afin de susciter encore plus de troubles ». Organisation indépendante et autonome, elle regroupe non seulement des ouvriers pékinois mais également des travailleurs venus de tout le pays, attirés par les manifestations étudiantes. Prenant au départ la défense des droits et des intérêts des ouvriers en s'abritant derrière la Constitution, qui reconnaît formellement dans ses articles 35 et 42 la liberté d'association et de réunion et le droit au travail, elle va rapidement se prononcer pour un renversement du régime.

(11) Les Champs-Élysées de Pékin

(12) Le délégué de l'Union qui a négocié avec le représentant de la sécurité publique n'est autre que Han Dongfang, déchu depuis de sa nationalité chinoise et vivant actuellement à Hong-Kong où il édite un bulletin en langue chinoise diffusé chaque mois à l'intérieur de la Chine à des milliers d'exemplaires. Traduit en français sous le titre « Bulletin des travailleurs chinois », on peut se le procurer en s'abonnant pour 10 numéros, 200 F par an (chèque à l'ordre de *China Labour Bulletin*, version française) : Syndicat FO du FTRSI-FTM, 61, rue des Archives, 75003 Paris.

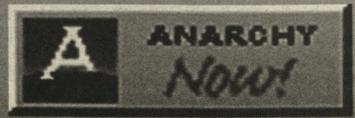
dans la toile

Seulement deux sites, ce coup-ci mais qui méritent que vous vous y attardiez. D'abord le tout dernier né des sites dédiés à un des esprits les plus libres de notre siècle, sinon le plus libre, William Seward Burroughs (<http://www.firehorse.com/outlaws/wsb/index.htm>), l'homme qui aura su élever l'indépendance, intellectuelle comme actuelle, au niveau des arts majeurs.

Je laisse (longuement, mais il le mérite) la parole à l'auteur d'un site d'information plus qu'intéressant (<http://www.geocities.com/CapitolHill/1770/>) qui se présentera mieux que je le saurais faire : « Ce site s'adresse à tous ceux qui, déplorant la surinformation quotidienne, pensent qu'une information sérieuse peut se dégager de l'actualité. La qualité visuelle et la rapidité de l'information s'améliorent, mais le contenu s'appauvrit, se désintègre dans l'éphémère, dans l'émotion pure, dans l'illusion et l'artificiel. Ainsi les médias en grossissant ou passant sous silence certains faits, transforment cet exercice en désinformation. Dans chaque région, il existe un seul quotidien tout puissant qui monopolise l'information. Cette uniformisation de l'information nationale vient du poids de plus en plus déterminant des agences de presse. Cinq grandes agences mondiales Agence France-Presse, Associated Press et United Press (américaines), Reuter (britannique) et ITAR-TASS (Fédération de Russie et CEI) concentrent une masse considérable d'information distribuée indistinctement aux journaux écrits, parlés et télévisés. Encore faut-il qu'ils

paient un abonnement et de nombreux journaux français, par souci d'économies, se contentent d'être servis par une ou deux agences. Une grande partie de la presse travaille à partir de la même « matière première ». Toutes les radios et les chaînes de télé diffusent la même information au même moment. Bien sûr, je n'ai pas la prétention d'être objectif. [...] Même les petites revues (non-conformistes, alternatives, underground, libertaires, parallèles, politiquement incorrectes etc), contrôlées par des citoyens et non par des entreprises, ne peuvent l'être, mais c'est souvent elles qui diffusent des textes les plus pertinents. Si un journaliste ose dénoncer la connivence entre les médias et les hommes politiques, la télévision le censure. Le reportage de Pierre Charles Pas vu, pas pris démontre cette complicité. [...] Je ne cherche surtout pas à convaincre mais plutôt à faire appel au sens critique. Il est vrai que je ne suis qu'un grain de sable dans ce monde médiatique. Mais un grain de sable peut enrayer un mécanisme. »

Blue Eyed Keyboard
BlueEyedKeyboard@carmail.com



LECTURE

La construction européenne ou le nouveau visage de la barbarie capitaliste et étatiste

LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES, par le taux record d'abstention dans tous les pays, viennent de montrer le peu d'intérêt et de crédit que les populations accordent à cette construction. S'il est plutôt positif de voir que la grande masse des individus ne sont pas dupes à propos de cette Europe qui ne s'édifie pas dans le sens de leurs intérêts, nous pouvons par contre regretter le peu de réflexion, de critiques et d'alternatives sociales mises en œuvre par les exploités d'ici ou d'ailleurs à l'encontre de cette nouvelle expression de la barbarie capitaliste et étatiste. C'est pourquoi l'objectif que s'est fixé le groupe Lucia Saornil de Villeurbanne de la Fédération anarchiste à travers une courte brochure (1) qui fait office d'un véritable outil militant pour tous ceux qui veulent comprendre et s'opposer aux nouvelles formes de dominations et d'exploitations qui se profilent à l'orée du XXI^e siècle. Du rôle de l'union européenne dans la guerre économique mondiale à la mise en place de l'Europe bunker de Schengen en passant par l'illusion démocratique de cet empire bureaucratique, toutes les logiques et

finalités d'une construction européenne au profit des classes dominantes sont détaillées et passées au crible.

Dans un premier temps, cette brochure nous montre comment, loin des douces illusions d'une Europe de la paix et de la prospérité économique, la réalité de la construction européenne parle de gros sous, de guerre froide et de mondialisation du capitalisme. Une construction qui n'est qu'une tentative des politiques de reporter à l'échelle continentale l'alliance qui lie patrons et gouvernants, qui relie depuis toujours État et capital. En effet, l'État, en tant que structure de domination politique, n'est pas plus en train de déperir que le capital n'est en train de creuser sa propre tombe. Nous assistons bien à un partage des rôles entre

l'UE, les États et les collectivités locales et non pas à la disparition de l'un au bénéfice des autres. La logique libérale qui domine à l'échelle internationale, continentale ou nationale, ne cherche pas à supprimer l'État mais à le recentrer sur ses fonctions premières: le contrôle social, c'est-à-dire l'encadrement et la répression.

Après avoir vu, dans un second temps, comment l'idée européenne

s'appuie sur une véritable illusion démocratique laissant en réalité place à un véritable pouvoir bureaucratique, les auteurs s'attardent sur l'Europe-forteresse que représente l'espace de Schengen. En effet, au-delà de la mondialisation de l'économie et de la constitution de blocs continentaux, la construction européenne est aussi un processus qui vise à empêcher toute forme d'immigration extra-européenne tout en renforçant les moyens de contrôle sur ceux qui vivent à l'intérieur de la forteresse. Des accords de Schengen à la convention de Dublin, en passant par le traité d'Amsterdam, l'objectif est de mettre en place une politique globale et concertée en matière d'arrêt des flux migratoires tout en constituant une arme préventive contre tout mouvement futur de contestation interne. L'UE se transforme ainsi peu à peu en bunker. Si les frontières internes sont quelques peu gommées, celles externes sont pour le moins renforcées.

Enfin, parce qu'il convient de garder espoir dans le futur, le groupe Saornil consacre les deux derniers chapitres à tracer des perspectives afin de construire des lendemains qui nous soient plus favorables. Si nous ne pouvons qu'être opposés sur le fond et sur la forme au modèle d'Europe qui nous est imposé, il est rappelé que les anarchistes sont porteurs d'un projet social fondé sur l'internationalisme et le fédéralisme libertaire. Pour cela il convient de remettre le monde à l'endroit et là, la lutte de classe est incontournable

et indispensable, tout comme la nécessité qu'ont les populations de se réapproprier ce qui leur est nié: la capacité d'utiliser leur libre arbitre pour décider, élaborer, organiser, développer et gérer sans intermédiaire les structures sociales qu'elles jugeront les plus pertinentes en vue de la satisfaction de tous leurs besoins.

Cette brochure nous rappelle que la question brûlante est celle des perspectives. Le groupe Saornil nous propose alors quelques pistes d'implication dans les luttes et d'alternative face à la misère sociale grandissante et vis-à-vis de tous ceux et celles qui crévent de faim et

de désespoir en Europe ou ailleurs. Il est aussi rappelé le rôle déterminant d'un projet social capable de lever et d'unifier les révoltes en un vaste mouvement révolutionnaire. Alors pour toutes celles et tous ceux qui veulent s'engager dans ce combat, qui souhaitent adapter leur analyse à la réalité du temps présent et à venir, la lecture de cette brochure semble indispensable!

David. - groupe Durruti

(1) Groupe Lucia Saornil, *La construction européenne ou le nouveau visage de la barbarie capitaliste et étatiste*, édition du *Monde libertaire*, 59 pages, 20 F (+ 10 % de port), à commander à la librairie du *Monde libertaire*, 145, rue Amelot, 75011 Paris.



copinage

7^e édition de « Notes en bulles » à Artigues du 17 au 23 juillet. Au programme : Jean Vasca, Michel Bulher, Jacques Bertin, Michel Arbatz, Pierre Ménoret, Mouron, André et Jean Moizard, le garage Rigaud, Christian Camerlinck... Renseignements au 04 68 20 43 84.

Notre ami **Serge Utgé-Royo** sera l'invité de l'émission « Dans tous les sens » de 11 h à 12 h 45 sur France-Inter.

L'association « Thank you Ferré » organise comme chaque année un gala le **14 juillet en mémoire de Léo Ferré** à 20 h 30 au Trianon, 80, boulevard de Rochechouart (Paris). Participeront au gala : Alain Aurenche, Emmanuelle* et Guy Béart, Annick Cisaruk, Jean-Luc Debatice, Ivry Gittlis, Jean Guidoni, Paco Ibanez, Michel et Benjamin Legendrand, Marc Ogeret, Miquel Pujado (en catalan), Nathalie Solence, Francesca Solleville, Marie Trintignant*. En vente à la librairie du *Monde libertaire* : 120 F (chèque à l'ordre de « Thank you Ferré »). * Sous réserves

La république des conseils de Bavière - La société libérée de l'État. Erich Mühsam

Les textes de l'anarchiste allemand Erich Mühsam sont rarement disponibles en français. Aussi, il faut se féliciter de la traduction de deux textes que nous proposons deux éditeurs associés: La Digitale et Spartacus.

Le premier s'intitulait en fait « Von Eisner bis Léviné » (De Eisner à Léviné). C'est le récit à chaud en 1920 par Mühsam après l'échec de la République des Conseils de Bavière de 1919 à laquelle il participa, du moins au début. C'est un récit clair et assez vivant des événements qui virent des anarchistes comme Landauer, Ret Marut (alias l'écrivain Traven) et Mühsam lui-même jouer un rôle décisif. Regrettons seulement que l'ouvrage ne soit pas doté d'un appareil critique suffisant. Écrit en prison, alors que son auteur traverse une période de doutes, ce mémoire était destiné à Lénine et aux chefs du Komintern (Mühsam adhéra quelques semaines au PC allemand à cette époque) et c'est une longue autocritique, très exagérée, où il regrette d'avoir négligé une alliance systématique avec les communistes (dont le rôle fut pourtant incohérent durant la révolution bavaroise). Ce texte ne saurait donc constituer un récit totalement fiable des événements même si c'est un témoignage incontournable.

Beaucoup plus intéressant est le deuxième texte: « La société libérée de l'État », interdit à sa publication en 1932 où il explique sa conception de l'anarchisme, basée sur l'expérience encore toute récente des conseils ouvriers qui se développaient en Allemagne, en Hongrie, en Italie dans les années 1918-1920. Le chapitre II intitulé « le chemin de l'anarchie » est une réflexion argumentée sur les moyens à utiliser dans le combat révolutionnaire où il précise cependant: « la théorie anarchiste ne prescrit aucune méthode de combat mais ne rejette aucune de celles qui concordent avec l'autodétermination et la spontanéité ». Il y a là matière à un vaste débat... Un de ses derniers textes avant qu'il ne soit assassiné par les nazis dans un camp de concentration en 1934, comme juif et comme révolutionnaire anarchiste...

Yves (liaison Monts d'Arrée)

(1) Ed La Digitale-Spartacus, 1999, 98 F. En vente à la librairie du *Monde libertaire* (port: 10%).

Réflexions sur la question gay Didier Eribon

BEAUCOUP D'AUTEURS ONT ESSAYÉ DE NOUS PARLER de cette « condition homosexuelle » dans notre société, sous la forme de témoignages (émois d'adolescents, solitudes familiales provinciales, liberté et aptitude au plaisir, sado-masochisme...).

Leurs récits ne font, hélas, qu'évoquer leurs expériences sans apporter le moindre enseignement: mais n'est-il pas déjà important qu'ils soient publiés? L'auraient-ils été hier? N'est-il pas tout aussi important et fort de sens que de se reconnaître dans les personnages de ces récits? Qu'ils participent à la constitution, l'affirmation d'une identité? Et cette « identité gay » aurait-elle pu s'afficher ainsi, comme on le voit aujourd'hui. Il y a trente ans? N'y a-t-il pas là matière à parler de culture, et à poser la question du devenir de l'être gay dans une homophobie prégnante? C'est sur toutes ces questions que Didier Eribon apporte un éclairage didactique, en partant d'une page de Proust, tirée de *La prisonnière*, clef de voûte de toutes ses réflexions. Ce texte, écrit il y a presque un siècle, est saisissant d'actualité: deux hommes, que nous découvrons homosexuels (comme nous le dirions aujourd'hui!) se promènent et discutent du monde qui les environne. Le premier ne supporte pas l'utilisation d'un vocabulaire féminin avec lequel l'autre louvoie; de façon plus générale, il n'accepte pas sa féminité. Le deuxième porte ses vues, on ne peut plus significatives et lourdes de sens, sur les jeunes gens qui l'émoustillent, tout en étant tributaire du regard des autres; il risquerait d'être reconnu par ses pairs, ce qui pourrait remettre en cause son statut socio-professionnel.

Les axes dégagés par ce texte permettent à Didier Eribon de construire son livre, ses réflexions. L'identité homosexuelle se forge toujours dans l'injure, la soli-

tude, l'expatriation, la clandestinité, dans l'homophobie tout en étant homophobe elle-même, dans la construction d'une nouvelle famille, l'amitié. Le dernier livre de Niel Bartlett, *Ainsi soient-ils*, est l'illustration romanesque contemporaine de cet univers, dans le cadre d'un Bar, ce B majuscule se justifiant puisqu'il représente tous les bars du monde. Comme le dit Niel Bartlett: à chaque fois qu'un homme gay entre dans un bar, c'est à la recherche d'un sentiment de sécurité sexuelle où, peut-être, il peut trouver la famille qu'il a été obligé de quitter pour devenir un homme gay.

Mais cette identité homosexuelle n'est devenue gay, affirmation identitaire, que parce qu'il y a une pluralité d'Histoires des homosexualités.

Ce mouvement identitaire qu'est la Gay Pride, ne s'est pas fait en un seul jour. D'aucuns y ont participé, et non des moindres, comme Michel Foucault, Wilhem Reich, André Gide, Oscar Wilde, jusqu'à Platon... Il n'est qu'à citer ces noms pour comprendre la diversité des mouvements identitaires gay, fruits de l'hellénisme, du séparatisme, et de l'intégrationisme, qui marquent le XX^e siècle.

La question du devenir gay est posée mais plutôt que de reprendre la citation de René Char qui clôture ce livre, je lui préfère celle de Nietzsche extraite du gai savoir: « Faisons briller toujours plus grandement notre exemple. Obscurissons notre voisin par l'éclat de notre lumière. Nous refusons de devenir nous-mêmes plus sombres pour l'amour de lui, comme tous les punisseurs et tous les mécontents! Écoutez-nous plutôt. » Regardons autre part. »

Boris Beyssi

(Le Manège - Radio libertaire)

Réflexions sur la question gay, Didier Eribon, 145 F. En vente à la librairie du *Monde libertaire*. (port 10%)

BESANÇON

Violence - Insécurité - Violence

LA VILLE DE BESANÇON, AVEC la Compagnie des Bus de Besançon (CTB), a envoyé récemment un questionnaire visant à cibler le sentiment d'insécurité de la population. En fait, il s'agit pour elle de légitimer le déploiement des forces policières dans le cadre de son Contrat Local de Sécurité.

Le questionnaire se décompose en deux parties : l'une « pour mieux vous connaître », l'autre pour avoir « votre perception de la sécurité ». C'est dans cette dernière que se trouvent les questions touchant à l'insécurité. On y retrouve tous les thèmes des discours sécuritaires comme si l'on vivait soumis à un danger perpétuel : à l'école, dans la rue, dans les transports en commun, dans les HLM. Suivent des questions relatives à la recrudescence de l'insécurité qui se décline en différents thèmes : agressions verbales, sexuelles, contre les personnes, délinquance des mineurs, racket, attroupements d'individus, chiens dangereux, trafic de drogues, mendicité agressive, bagarres, vols, dégradations, bruit et tapage.

D'autres questions sont relatives au traitement de la délinquance juvénile et à la consommation de drogues. La fin du questionnaire est une auto-gratification par rapport au CLS déjà mis en place et expliqué récemment dans le BVV (Besançon Votre Ville, journal officiel de la mairie). But du questionnaire :

Notons que le questionnaire est réalisé avec la CTB, elle qui a décidé de mettre en place un réseau de surveillance vidéo dans ses bus. La CTB qui avait mené une campagne de délation contre les fraudeurs, la CTB qui place des Agents d'ambiance dans ses bus, qui, avec la police, effectue des contrôles d'identité musclés. Pour la CTB, il s'agit d'une stratégie de mise à l'index des usagers issus des quartiers populaires.

C'est la même idée de contrôle des quartiers populaires que l'on retrouve dans le questionnaire de la ville. Les questions cherchent à sérier les personnes interrogées en 2 groupes : les classes moyennes et supérieures et les classes populaires, le classement se faisant à partir de la localisation géographique.

A travers le contenu des questions, on devine assez précisément qui sont les accusés de ce procès d'insécurité : des personnes habitant les quartiers populaires, jeunes, consommateurs de drogues, possédant des chiens dangereux et se regroupant. Le stéréotype du délinquant de banlieue. Et ces accusés n'ont pas voie au chapitre, surajoutant à l'exclusion économique une exclusion politique. En effet, le questionnaire a été envoyé aux gens par tirage au sort sur les listes électorales - donc rien que des « bons » citoyens français - et aux personnes responsables des Comités de quartier - nouveaux relais du pouvoir inventés par la gauche.

De quoi parle-t-on ?

Comme nous l'avons dit au début, il s'agit pour la mairie de légitimer sa politique de répression à l'instar de ce qui se passe dans la plupart, sinon toutes les villes de France. C'est une véritable guerre qui s'est déclenchée depuis quelques années contre les quartiers populaires qui ressemblent de plus en plus à des camps retran-

chés avec îlotiers, BAC, police nationale, municipale, RG, agents de sécurité, vigiles. Les villes sont quadrillées. Les gouvernants réactivent le plan Vigipirate. La vidéo-surveillance s'étend. Les vigiles sont partout.

Contre qui tout ce dispositif ? À propos du sentiment d'insécurité. Qu'est-ce qu'un sentiment d'insécurité ? C'est quelque chose qui ne s'explique pas, de forcément subjectif, qui échappe à la recherche rationnelle.

Comment naît un sentiment ? C'est le résultat d'une somme de messages envoyés et intégrés par la personne lui venant de son entourage extérieur.

Donc, les questionnaires de ce type entretiennent ce sentiment d'insécurité puisqu'ils focalisent l'esprit sur des événements et lui donnent une grille de lecture tronquée pour les comprendre.

Leur sécurité n'est pas la nôtre !

Fred
groupe Proudhon

Les élus changent, la misère reste

recette nous ne sommes plus très loin de commencer à pouvoir penser en termes anti-autoritaires et à être sensibles à des propositions et à des pratiques à caractères libertaires.

Il y a urgence à ce que nous nous méliions de la chose sinon les propositions de démocratie participative, de référendum bidoon et autres gadgets vont apparaître de plus en plus, brouiller les pistes et rendre notre action plus difficile.

Nous avons une échéance qui nous laisse le temps d'organiser et de présenter nos propositions sociétaires : les élections municipales de 2001.

Nous avons les idées, les références, une organisation et un contexte favorable. Nous nous devons d'être présents sur ce terrain ce qui ne veut pas dire avoir des candidats à la mairie. À nous de nous mettre au travail et ce dès maintenant. Nous ne risquons que d'être agréablement surpris par l'impact de notre intervention pour peu qu'elle soit conséquente.

Les forces réactionnaires assez peu populaires !

Ces petites réflexions ne sont pas si éloignées que cela des résultats des élections européennes. Faut-il en effet s'attarder longtemps sur des scores si peu représentatifs ?

Pas vraiment sauf pour souligner qu'un tel vide politique peut aussi être propice à des éruptions ultra autoritaires pour peu qu'une conjoncture s'y prête. C'est pour cela que les 9% de l'extrême droite ne nous rassurent pas vraiment même s'ils sont divisés en deux tendances. Encore faut-il y associer les 13,15% de Pasqua et De Villier et peut-être bien aussi les 6,85% des chasseurs.

Il y a à un potentiel réactionnaire non négligeable.

La débandade en cours à l'intérieur du RPR ne peut que favoriser cette évolution d'un virage à droite de la droite dans lequel des clancins comme Millon et autres frustrés pourraient se recycler. Mais tout de même tout ce vilain monde est bien mal en point et n'a pas vraiment les faveurs populaires.

La force dominante dans la société française reste bel et bien le P.S., c'est une évidence et il est difficile d'imaginer qui aujourd'hui peut lui contester cette place centrale sur l'échiquier politique.

Peut-être l'UDF sur le plan des conceptions politiques et sociales mais sûrement pas en termes de réseaux et de relais militants.

Le mouvement social affirme son autonomie contre les léninistes de tous poils ! Quelques mots tout de même sur le score du PCF. Avec 6,80% il confirme sa perte d'influence malgré les artifices d'une liste ouverte sur ce que les communistes appellent le mouvement social. En fait ce n'est qu'un agglomérat de personnalités auto-proclamées représentatives et qui ne représentent qu'elles-mêmes. Et encore ! Vivement qu'ils fassent 0% !

Quant à la liste de la gauche communiste radicale (LO-LCR) elle a eu de la chance de dépasser les 5% et de récupérer ainsi sa mise financière. Ce qui après tout pouvait être un objectif mais ne fait pas avancer d'un iota la révolution sociale.

Deux commentaires s'imposent sur les illusions entretenues par cette liste. Le premier concerne le report des voix des déçus de la gauche, du PC en particulier. C'est une illusion que de croire que ces électeurs deviendraient d'un coup des révolutionnaires par le simple

suite de la première page fait de voter pour Arlette. Nous, nous pensons qu'au PC il n'y a jamais eu que des contre-révolutionnaires ! Et de plus ils ne voteront jamais pour des gauchistes !

Quand aux militants et sympathisants des mouvements sociaux de ces dernières années : de novembre 95, des collectifs de chômeurs, du droit au logement, de sans papiers, des syndicats alternatifs, des mouvements féministes, gays, de dépenalisation des drogues et autres mouvements environnementalistes, s'ils reconnaissent que les militants de la LCR sont présents et actifs (LO c'est zéro sur ces terrains) ils n'ont pas accepté les perspectives politiques d'un retour des marxistes léninistes sur le devant de la scène politique. C'était aller à contrario de toute leur démarche militante. Deuxième échec !

La plupart de ces réseaux ont préféré l'abstention ou sont allés voter pour les Verts en partie à cause d'un Cohn-Bendit s'affublant d'une étiquette libertaire. Ce qui nous chagrine beaucoup mais devrait nous donner à réfléchir sur les sensibilités politiques en gestation dans la société.

Les écologistes ont aussi bénéficié du vote de certaines couches des classes moyennes anticonformistes voulant se démarquer d'un PS trop institutionnel. Pour autant voyant, Manière et compagnie n'ont pas acquis une base sociale militante qu'ils auraient pu fabriquer dans les urnes. Ce n'est certainement pas le meilleur moyen d'y parvenir.

Au bout du compte ces élections n'auront été qu'une tempête dans un verre d'eau que se dispute une classe politique sur le déclin. Plus que jamais la vie est vraiment à conquérir ailleurs !
Bernard. - groupe Déjacque (Lyon)

Ni précarité !
Ni charité !
Pas d'égalité
des droits sans...
égalité
économique et sociale
FÉDÉRATION ANARCHISTE - 145 RUE AMELOT 75011 PARIS

BLEUE, BLANCHE OU ROUGE...
À bas toutes les armées
FÉDÉRATION ANARCHISTE - 145 RUE AMELOT 75011 PARIS

LA GUERRE
Les marchands d'armes,
les militaristes et
les États en profitent
C'est NOUS qui la payons
Ce sont les populations qui la subissent
FÉDÉRATION ANARCHISTE - 145 RUE AMELOT 75011 PARIS

Si les élections pouvaient
supprimer la misère...
elles seraient interdites
FÉDÉRATION ANARCHISTE - 145 RUE AMELOT 75011 PARIS

POUR QUE PERSONNE
NE DÉCIDE À NOTRE PLACE
agir au lieu d'élire
FÉDÉRATION ANARCHISTE - 145 RUE AMELOT 75011 PARIS

A G E N D A

vendredi 25 juin

CHELLES (77) : Le groupe Sacco et Vanzetti de la F.A. organise une réunion publique sur « L'avenir du travail » avec Gérard Filoche, auteur du livre « Le travail jetable » à 20 h 30 au local du groupe, à Vieux-Étigny.

IVRY (94) : Le groupe libertaire d'Ivry organise un débat sur « L'horreur nationaliste » à 20 h 30 au 30, rue Saint-Just (M^e Mairie d'Ivry).

PARIS : Le groupe Louise-Michel de la F.A. organise une réunion publique sur « L'intervention des anarchistes dans la gestion de la commune de Merleux » avec Dominique Lestrat à 20 h 30 au local « La Rue », 10, rue R. Planquette (18^e).

PARIS : La CNT-AIT organise une réunion-débat à l'occasion de la parution du livre « Autogestion et anarcho-syndicalisme » avec l'auteur, Frank Mintz, à 20 heures (buffet à partir de 19 heures) au 33, rue des Vignes (20^e).

MONTPELLIER : Apéro de fin d'année de l'Antre anar (5, rue Jeanne-d'Arc) à partir de 20 h 30.

dimanche 27 juin

PARIS : A l'appel du Collectif Anti Expulsions de Paris, du Collectif de sans-papiers du Val de Marne, de SCALP-REFLEX et de l'Organisation Communiste Libertaire. Rendez-vous à 16 heures place du Chatelet.

vendredi 9 juillet

PARIS : Projection de deux films sur la révolution des œilllets au Portugal à 19 heures à la librairie du Monde libertaire, 145 rue Amelot (11^e). « O bom Povo português » (Bon peuple portugais) de Pui Simoes et « Torre bela » de Thomas Harlan (récit de la vie d'une coopérative agricole rebelle au projet du socialisme étatique) en présence de Charles Reeve, auteur du livre « Les œilllets sont coupés ».

mercredi 14 juillet

PARIS : En riposte au projet de loi Trautmann, la coordination permanente des médias libres organise une occupation d'antenne sauvage à partir de 12 heures. Renseignement : <http://www.medialibre.org>